« Être homophobe n'est pas révolutionnaire » – Les luttes LGBTIQ dans l'orbite du processus révolutionnaire arabe

samedi 11 mars 2017, par TOSCANE Luiza (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2017).

Sommaire

- La période prérévolutionnaire
- De là va naître un triple
- Un mouvement d'action collecti
- Pas en notre nom !
- LES LGBT et les autres minorit
- La réaction des pouvoirs (...)
- La répression à l'origine d'un

La dimension inédite atteinte par les combats des LGBTIQ dans les pays arabes est largement liée au déclenchement des processus révolutionnaires. Les lignes qui suivent vont tenter de décrypter l'inscription de ces luttes dans ces processus, leurs dynamiques, leur mode d'expression et d'action, sans toutefois rentrer dans les débats internes à ces mouvements ou entre ces mouvements. Tous les noms cités, qu'il s'agisse de personnes ou d'associations, le sont à titre d'exemple et ne prétendent aucunement à l'exhaustivité, l'importance du thème méritant plus qu'un simple article.

La période prérévolutionnaire

Avant 2010, date formelle du début des processus, existaient déjà des initiatives dans la région :

Liban

« *I exist* » est une initiative organisée par le Club Free en 2000. Le ciné-club radical *Khatt Mubashir* (ligne directe) visait à mettre en évidence diverses luttes, dont la libération sexuelle lors du festival « L'homme est une femme » à la fin de 2001.

Lors des manifestations contre la guerre en Irak en 2003, le drapeau arc-en-ciel est arboré pour la première fois à l'initiative d'HELEM (« rêve » et acronyme de *himaya lubnaniya lil mithliyin* soit protection libanaise des gays et Lesbiennes), une association créée en 2004 dans la lignée de *Khatt Mubashir* (ligne directe) et *Hurriyat Khassa* (libertés personnelles). En 2005 et 2006, Helem organise une initiative à l'occasion de la journée internationale contre l'homophobie (*International Day Against Homophobia-IDAHO*).

MEEM (acronyme de « *majmoua mou'azaira lil mar'a almithlia* » (groupe de soutien pour les lesbiennes), est créé en 2007, a pour origine HELEM et est localisée à Beyrouth. Meem publie *Bareed Mista'jil* (Poste rapide) en arabe et en anglais, recueil de récits de lesbiennes et transgenres libanaises qui est lancé au Théâtre Al Madina à Beyrouth le 30 mai 2009.

Lebanese LGBT Media Monitor est lancé en juin 2009 et publie jusqu'à aujourd'hui en anglais et arabe.

Soudan

Freedom Sudan, association soudanaise pour les droits des LGTB, dont la page facebook est lancée en 2003 [1].

Bedayaa, organisation pour les LGBTQI de la vallée du Nil, Égypte et Soudan est créée en juillet 2010.

Algérie

Depuis 2005, création du Ten-Ten, ou journée nationale des Gays et Lesbiennes, tous les 10 octobre, à l'initiative de l'association Abou Nawas, fondée en Algérie le 10 octobre 2007. Elle consiste à allumer une bougie à 20 heures et poster une photo sur Facebook, pour mettre en lumière les LGBT. Le 10 octobre correspond à la date de naissance de Selim 1er, sultan ouvertement gay de l'empire ottoman.

Le GLA Forum, (*Gays and Lesbians in Algeria*) est créé en 2007 par une militante lesbienne, El Djazaïra

Territoires occupés

Al Qaws (l'Arc, sous-entendu l'arc-en-ciel) est fondée en 2001 dans les Territoires occupés et basée à Jérusalem), et a un site en arabe et en anglais.

Bhebek Amin (I want your Safe), est une initiative de santé créée en 2009 à l'initiative d'Al Qaws.

Aswat Nisa Falestiniyat mithliyat (Voix de lesbiennes palestiniennes) a été fondé en 2002 et a créé un local [2].

Oman

Lancement du blog *Comunity Queer* en 2010

Syrie

Lancement en 2006 d'un blog en solidarité avec les LGBT d'Irak réfugiés, à l'initiative de Mahmoud Hassino.

Maroc

L'association Kif Kif est lancée en 2005 et sera légalisée en Espagne en 2008.

Tunisie

Le premier noyau de ce qui deviendra l'association *Damj* (voir plus loin) est créé dans la clandestinité en 2002 à Tunis et fait l'objet d'une descente assortie d'une perquisition.

Au plan régional, *Bekhsoos*, (à propos), est une revue arabe féministe et queer, un site et une page Facebook depuis 2009 [3].

Ces initiatives sont nées dans la décennie qui a précédé la crise révolutionnaire des années

2010-2015 et sont contemporaines de la montée d'une série de luttes qui vont déboucher sur les mouvements de rue dans l'écrasante majorité des pays arabes, ou de minorités arabes dans des pays limitrophes.

Les processus révolutionnaires vont voir les LGBTIQ participer aux mouvements, manifestations et initiatives de rue dans une série de pays ; à ce stade, ils et elles se joignent à titre individuel aux soulèvements et mêlent leurs voix à celles de millions de manifestant.e.s qui dans toutes les zones des pays entendent en découdre avec les pouvoirs en place. Leurs slogans sont ceux de l'ensemble du peuple insurgé, leurs drapeaux ceux du pays en révolution, leurs espoirs ceux de voir s'effondrer des régimes despotiques et antisociaux ; lors de cette phase initiale des soulèvements, ils et elles ne développent pas de revendication particulière [4]. Elles et ils sont à l'image des manifestant.e.s, hommes, femmes, jeunes voire mineur.e.s. Il s'agit d'une nouvelle génération qui n'a pas connu, ni participé aux initiatives des militants LGBT de la décennie 2000, ne serait-ce qu'en raison de son extrême jeunesse. Le caractère de masse des révolutions les inclut naturellement alors que les associations qui avaient vu le jour dans les années précédentes avaient une dynamique concernant plus des militant(e)s confinés dans des capitales ou des villes importantes.

Jasim, 24 ans en 2011, gay, chiite de Bahreïn :
« J'ai participé aux trois premiers jours, […] Le 14 février, il y a eu une très petite manifestation qui a pris de l'importance le mardi dans ma ville de Bilad Al-Qadeem. Nous avons protesté contre le manque de droits du peuple bahreïni et exigé un meilleur niveau de vie, une représentation démocratique, appelé à une monarchie constitutionnelle, à la fin de la corruption au sein du gouvernement et l'arrêt de la stratégie politique visant un changement démographique […] Mon cousin et moi y avons participé le mercredi après-midi avec des pancartes « Ni sunnites, ni chiites, nous sommes Bahreïnis et nous voulons être traités comme tels » […] Il faudra un long processus pour que le Bahreïn puisse reconnaître les droits des gay et des lesbiennes » […] vraiment, je ne sais pas comment vous pouvez changer cela. […] Peut-être une nouvelle constitution, si nos revendications sont intégrées, […] Je crois aussi au pouvoir des médias, qui peut au moins donner à la jeune génération l'espoir qu'elle n'est pas seule »[…]. [5]

Jasim a écrit sur son blog : *« Nous voulons un traitement juste et égal pour toutes les composantes, et mettre fin à la stratégie politique visant à modifier l'équilibre démographique du pays entre les sunnites et les chiites !! La majorité ne veut pas être considérée comme des citoyens de seconde classe qui n'a pas son mot à dire sur le fonctionnement de son propre pays !! Je veux aussi que ce pays cesse de traiter les femmes et les LGBT de façon désobligeante. En particulier, la persécution des gay, lesbiennes, personnes bi et transgenre doit cesser. Nous sommes nombreux dans le Royaume, nous ne demandons pas la lune, nous reconnaissons qu'il s'agit un processus par étapes. Mais dans le nouveau Bahreïn, je ne voudrais pas que des lois comme l'atteinte à la « moralité publique » ou « débauche » soient utilisées contre nous. Cela doit cesser !! »* [6]

Waleed, un militant gay libyen et journaliste :
« L'étincelle de la révolution est venue du mouvement de jeunesse dans lequel j'étais impliqué. Nous voulons une démocratie libyenne moderne qui respecte les droits et la liberté de tous les Libyens » [7]

Mala Badi (Maroc) :
« Puis le printemps arabe est arrivé. Le 20 février 2011, je me suis retrouvé dans la rue, aux côtés de milliers d'autres jeunes Marocains scandant des slogans pour « la liberté, la justice, la dignité, l'égalité ! ». J'avais l'impression d'être né de nouveau. Lors de réunions avec d'autres militants, je sentais que j'étais parmi des personnes que je n'avais pas besoin de craindre, parce que nous avions crié « finie la peur à partir d'aujourd'hui » ! » ensemble, devant les bâtiments gouvernementaux. Progressivement, j'ai commencé à révéler mon orientation sexuelle, […] A cette époque, j'étais trop

occupé à penser à la révolution et à la libération » [...] [8]

Boulhid Belhadi (Tunisie) :
« Au moment où la révolution a éclaté, j'avais dix-sept ans. J'ai beaucoup appris de l'expérience de la révolution de par ma participation aux marches et aux manifestations. Ce que j'y ai gagné c'est davantage de courage pour faire face […] je suis étudiant en seconde année de droit. Je suis originaire de Hammamet, mais je réside à Tunis. Je suis militant des droits de l'homme et membre du bureau exécutif de l'association Shams. Dans mon lycée, je faisais partie de ceux qui ont organisé la première initiative de protestation, au sein même du lycée. Puis la marche est sortie du lycée et s'est poursuivie jusqu'au centre ville où il y a eu des affrontements avec la police. Cela correspondait à la période où ont commencé les mouvements qui ont conduit à abattre le régime de Ben Ali […] Il nous reste un long chemin à parcourir. La révolution nous a ouvert un espace que nous avons investi pour constituer notre association. Nous militons et nous nous exprimons en toute liberté. Mais le combat continue pour Shams. La route est encore longue devant nous » [9]

Ice Queer, pseudo d'un militant gay d'Égypte :
[…] Nous en avions marre de Moubarek et de son régime […] j'ai commencé à participer après m'être assuré que les manifestations ne relevaient pas d'un agenda politique ou religieux d'un parti et que tous les manifestants protestaient en tant qu'Égyptiens et êtres humains qui avaient été opprimés pendant des décennies ! Cela m'a redonné de l'auto estime, comme aux autres, parce pendant tant d'années la plupart de la société a sous évalué le pouvoir et l'enthousiasme des jeunes que nous étions. L'important pour tout le monde, place Tahrir, était de soutenir et démontrer la solidarité. » [lors de son premier jour de manifestation sur la place Tahrir, NDLR], « je tenais une pancarte où était écrit « séculier » en arabe, en anglais et en français, et mes amis (hétéros, homos, femmes, chrétiens et musulmans) tenaient des pancartes identiques et nous avons tous chanté que cette manifestation est pour le peuple et non pas pour un parti ou pour une religion » [10]

Alaa Jarban (Yémen) :
« Alaa est un activiste très connu de la révolution de 2011 au Yémen qui a renversé le président Abdallah Saleh. Alaa a écrit sur son blog en anglais – qu'il a ensuite supprimé -, qu'il a décidé de révéler son homosexualité parce qu'il « est dur de vivre une vie qui n'est pas la vôtre ». Dans un entretien à la BBC, il a expliqué qu'il avait pris part à la révolution et que cette « révolution » devrait renoncer à s'appeler ainsi si « nous ne nous rebellons pas contre notre société et contre nous-mêmes. » [11]

En Irak :
« Depuis le début du mois d'août [2015, NDLR], nombre de manifestations ont éclaté à travers différentes villes irakiennes, qui réclament beaucoup de réformes et de changements, mais mettent l'accent sur l'exigence d'un État laïc où la religion est séparée des processus décisionnels et de la promulgation des lois ; […] Les protestations qui ont commencé par exiger des services de base ont été massivement croissantes, et rejointes par toutes sortes de personnes, militants des droits de l'homme, étudiants, journalistes et aux travailleurs. Des femmes et des hommes d'origines différentes ont exigé des réformes immédiates et radicales. La communauté LGBTIQ, à l'instar de la population irakienne, a été activement impliquée dans les manifestations même si elle est restée une partie « invisible » des manifestants ; des membres d'IraQueer et beaucoup d'autres individus LGBTIQ ont assisté à chaque manifestation pour montrer qu'ils veulent être activement impliqués dans le processus qui mènera l'Irak vers un avenir plus lumineux et plus inclusif » [12].

Nesrine, lesbienne algérienne, fondatrice de Lexo Fanzine lors d'une entrevue publiée le 20 novembre 2011 :
« Quel regard portez-vous sur le « printemps arabe » ?

Personnellement la politique ce n'est pas mon dada, je ne peux pas échapper à la surmédiatisation des dernières révolutions orchestrées par nos voisins. Je dirais que le changement est de bon augure, celui qui lutte pour son droit doit être félicité et considéré comme un geste honorable, car le sacrifice est unanime, rien ne vient sans qu'on lutte et qu'on s'acharne pour arracher ce qui est normalement commun pour tout mortel : la liberté.

Vous sentez-vous concernée ?

Oui, car en quelque sorte nous sommes tous dans le même système archaïque qui dure depuis longtemps et qui fait oppression sur le peuple, ce dernier veut être libéré de ses chaînes.

Pensez-vous que les personnes LGBT ont un rôle particulier à jouer ?

Bien sûr, nous sommes une communauté qui connaît parfaitement les mots « oppression » et « injustice », nous sommes aussi connus pour être des gens qui ne baissent jamais les bras, une communauté unie qui participera à la lutte avec ses frères hétéros pour un seul but, celui de la libération » [13]

Nejma Kousri Labidi, 24 ans, activiste LGBT de Tunisie :
« […] Nous avons fait la révolution et refusons d'être encore harcelés, réprimés, malmenés jusque dans notre lit. En publiant des photos d'hommes et de femmes de même sexe s'embrassant dans un espace public, j'espérais participer au débat qui émerge depuis le début de la révolution sur les droits des homosexuels en Tunisie …] » [14]

Ahmed (nom fictif), d'Égypte, a réagi ainsi à la question de *Global Jornalist* :
« GJ : En quoi la révolution de 2011 qui a évincé l'ancien président Moubarak affecte-t-elle le mouvement LGBT ?

Ahmed : Vous connaissez ces films où la fille est en train de mourir et le héros tient la jeune fille et tente de la réanimer et elle se réveille et tout le monde est heureux ? Et bien la révolution cela a été exactement cela. Elle a donné un énorme coup de pouce pour l'espoir et la liberté. Tout le monde dit que la révolution a échoué. Je veux dire qu'elle a échoué sur beaucoup de plans, mais la chose la plus importante qu'elle a réalisée est d'avoir brisé la peur. Après la révolution, [….] les gens parlaient davantage de choses qui étaient toujours tabou. Je me souviens toujours de ce graffiti place Tahrir [au centre du Caire] avec deux policiers mâles s'embrassant et quelqu'un a écrit : « Les flics sont des pédés ». Et une autre personne, révolutionnaire et aussi artiste, a effacé cela et a dessiné des moustaches arc-en-ciel sur les policiers et a écrit : « L'homophobie n'est pas révolutionnaire » [15].

L'espoir de voir le régime s'effondrer s'accompagne de celui de voir leur situation propre changer, un espoir qui, selon beaucoup d'entre eux ou d'entre elles, va vite s'effondrer.

Paloma Negra, activiste à Souse (Tunisie) :
« Je suis activiste gay et militant dans le milieu associatif. C'est ce milieu qui était à Tunis parmi les premiers à porter les protestations sociales qui ont commencé un certain mois de décembre 2010 […] après le 14 janvier 2011, on a pu observer avec amertume l'émergence d'une grande vague d'agressions physiques et morales à l'encontre des membres ouvertement gay […] les actes homophobes se sont multipliés. Suit aux élections du 23 octobre 2011, […] cette vague de discriminations a pris une autre dimension […] La sentence est tombée : pas de printemps arabe pour les gays » [16].

La perspective de la montée en puissance de mouvements islamistes, quels qu'ils soient, ou de la participation au pouvoir de ces derniers les effraie, et la tiédeur pour ne pas dire plus des

associations de la société civile face à leurs revendications, quand ce n'est pas l'hostilité de la population, voire celle des révolutionnaires, les incite à ne faire confiance qu'à leurs propres forces.

De là va naître un triple mouvement

Une série limitée de coming out individuels [17], qui sont de fait des actes militants, que ce soit au niveau de la famille, du lycée, du quartier ou de façon médiatisée :
Zak Ostmane et Anouar Rahmani en Algérie, Hamed Sinno, au Liban [18], Ramy Ayari ou Amina Sboui (cette dernière, à la télévision le 26 septembre 2016) Tunisie, Abdulla Al Busaïdi (Sultanat d'Oman) le 27 octobre 2015, involontairement, à la radio, Randa Lamri, algérienne, qui publie en 2010 un livre au Liban « *Muddhakirat randa al trans* » (les mémoires de Randa la trans)

Certains *coming out* sont partiels, ainsi le passage à la télévision tunisienne le 8 janvier de 2015 de Jalel avec des lunettes noires [19], ainsi ce militant marocain qui témoigne à visage découvert [20] ou encore ce jeune homme d'Agadir, originaire de Taroudant, qui témoigne également à visage découvert, toutefois avec des lunettes noires, aucun des deux ne dévoilant leur identité [21].

Un mouvement d'expression individuel ou collectif

Les sites, blogs ou pages Facebook :

Algérie : Blog d'un Algérien hors du commun d'Anouar Rahmani [22], Le portail gay d'Algérie [23]

Arabie Saoudite : hashtag en 2016 : *« You will not terrorize me. I'm gay »* pour protester contre l'annnonce de l'application de la peine capitale aux auteurs de *coming-out* en ligne, dans un pays où la décapitation est déjà appliquée contre les homosexuels et où des personnes trans viennent d'être exécutées de façon extra judiciaire [24].

Egypte : Le blog d'Ice Queer en Égypte, *Confessions Room* [25], créé en juillet 2008, en anglais, arabe, italien.

Bahrain : Ahwaa [26] est fondé en 2011 par Esraa Al Shafei, une blogueuse, pour les LGBTQ de la région [27].
Loyalbahraini est fondé en 2011 [28].

Irak : *Iraqueer*, en arabe, kurde et anglais (Irak) [29], mars 2015, Almithliyyin fil Irak, depuis 2012 .

Yémen : Gays in Yémen [30], Gays in Yemen [31].

Au Khouzestan d'Iran : Ahwaz Gay [32].

Liban : lancement en 2012 de Barra, par HELEM [33].

Blebnani, lancé en mars 2012, qui se veut le blog de la communauté MMMM, soit l'acronyme de *Mithliyyin, Mithliyyat, Mouzdawijin al jins, Moutahawilin al Jins* (GLBT) et s'exprime en arabe et en arabe libanais, prenant acte de l'hégémonie de la langue anglaise dans les modes d'expression LGBT [34].

Libye : *Mithliyat libia* (Lesbiennes de libye), en arabe [35].

Émirats Arabes Unis : UAE LGBT Rights (page lancée en mars 2011) [36].

Soudan : Rainbow Sudan Gay Magazine, lancé en 2012 pour les GLBTIQ [37].
Bedayaa (site internet en arabe) Égypte et Soudan [38].
Mesahat, lancée en septembre 2015, arabe et anglais (Vallée du Nil, Soudan et Égypte) [39].

Syrie, Mahmoud Hassino poursuit son activité sur son blog (sous le nom de Sami Hamwi) [40].

Tunisie : LGBTI Tunisiens, *Insan Bidoun Houqouq* (un humain sans droits) page Facebook, n'est plus activée depuis 2014.
Chouf, (« regarde ») page féministe en Tunisie lancée 17 mai 2013, » une organisation féministe qui se bat pour les droits corporels et individuels des femmes dans leurs complexités et dans leurs différences » [41].
Certaines de ces pages ont été particulièrement éphémères

Les revues :

Jordanie : *My Kali*, créé en 2007 en anglais et lancé en arabe en 2016 [42].

Maroc : *Mithly*, (signifiant à la fois, « homo » et « comme moi ») lancé comme revue papier clandestine en 2010 au Maroc avec un site internet dédié). Le premier numéro papier est imprimé à 200 exemplaires et diffusé clandestinement. *Aswat* (Voix) est un autre magazine lancé au Maroc en mars 2012, disponible uniquement sur support électronique, arabe, anglais et amazigh [43].

Tunisie : *Gay Day Magazine*, magazine électronique lancé en mars 2011 (anglais et français) [44], en Tunisie.
Kelmty, (Ma parole) magazine du collectif des LGBT en Tunisie, lancé en 2012 [45].

Syrie : *Mawaleh* (Noix), lancé en Syrie en 2012, disponible uniquement en ligne, en arabe et en anglais [46].

Algérie : *El Shad'*, (Le déviant) magazine trimestriel en français en ligne lancé en novembre 2014 [47], *LeXo Fanzine*, magazine lancé en 2011 sur internet, en direction des Lesbiennes d'Algérie, en français [48]. Alouen, page facebook lancée en 2011 [49].

Soudan : *Rainbow Sudan*, magazine en ligne lancé en anglais en 2012 [50].

Egypte : *Ehna* (Nous), un numéro, obligé de fermer en 2012 [51].

Au niveau régional, existe *Bekhsoos*, magazine arabe féministe et queer, publié en arabe et anglais, dont la page est irrégulièrement activée [52].

Une radio : Radio Alouen, en Algérie

Ces moyens d'expression sont souvent l'apparition publique de groupes clandestins, ainsi certain noms qui viennent d'être cités vont être à nouveau évoqués dans les lignes qui suivent ; du fait de l'implantation dans les capitales du mouvement associatif et de la plupart des actions publiques, le réseau des médias (pages internet ou médias) va toucher un public beaucoup plus large et c'est pourquoi il était impératif de les mentionner.

Un mouvement d'action collective se structure

Ce mouvement de luttes va se dissocier partiellement de la dynamique des révolutions. Celles-ci sont nées et se sont développées dans les zones les plus éloignées des centres urbains et des capitales,

rassemblent chaque jour des milliers de manifestants sur des bases largement spontanées et se heurtent à mains nues à la répression des contre révolutionnaires.

Les militant.e.s LGBTIQ, s'ils et elles sont né.e.s de ce mouvement et en utilisent la symbolique (le drapeau national), ne vont pas suivre la dynamique de ces révolutions. Ils et elles vont lutter et combattre dans les villes les plus importantes des pays, n'occupent pas la rue spontanément pour des raisons faciles à comprendre. Ils se regroupent et s'organisent sur leurs propres bases, créent des organisations ou des associations susceptibles de porter leurs revendications. Le mouvement LGBTIQ est en rupture avec la spontanéité et le caractère de masse du mouvement révolutionnaire arabe dont il est largement issu.

Mu.e.s par la certitude que le mouvement révolutionnaire ne portera pas leurs revendications, que les sociétés civiles émergentes sont parfois décevantes également, ils et elles comptent sur leurs propres forces pour se battre.

« J'ai été dupe en croyant qu'on était désormais libre, qu'on vivait dans une démocratie, qu'il n'y avait plus de place pour la peur. Même les partis politiques et les associations qui se disent progressistes nous ont lâchés. Les pratiques policières agressives à notre encontre continuent dans l'impunité. La Tunisie libre est une chimère. » [53]. Les LGBTIQ vont donc créer leur propres structures qui organisent l'expression, l'élaboration, la défense des droits et des revendications. Ces structures développent des modes d'actions extrêmement divers, sur la forme et sur le fond.

Algérie :
Alouen (Couleurs) à Oran, fondée en 2011 [54].
Trans Homo DZ

Maroc :
Kif Kif, à l'origine du lancement du magazine *Mithly*, au Maroc a ainsi demandé une légalisation qui a été refusée.

Dès 2010, des militantes de *Kif Kif* créent le groupe *Menna w Fenna* (De nous et pour nous), qui s'identifient comme lesbiennes, bisexuelles, personnes trans ou queer.
Le collectif *Aswat* qui lutte depuis décembre 2013 pour la liberté sexuelle, a dénoncé l'homophobie par le biais d'une vidéo.

Akaliat (Minorités), à l'origine du magazine du même nom, lancé le 1er janvier 2015, lutte pour les minorités sexuelles et religieuses. Sa légalisation est refusée en janvier 2017.

Tunisie :
Kelmty.(ma parole)
Damj (Inclusion), fondée le 20 août 2011
Without Restriction, fondée en 2014
Shams (Soleil) légalisée le 18 mai 2015 et seule association légalisée au sud de la Méditerranée).
Mawjoudin (On existe), créé en 2015.
Chouf (Regarde !),créé en juin 2014, pour les droits des femmes appartenant à une minorité sexuelle), organise des ateliers d'auto défense et d'éducation aux droits et à l'auto organisation.
Arkan, un groupe apparu récemment.

Dans ce pays une trentaine d'associations se sont regroupées en janvier 2016 au sein d'un Collectif pour les libertés individuelles, avec notamment Damj, Shams, Chouf, Mawjoudin et Without Restriction, et des structures de la société civile : le réseau Euromed, l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), la Coalition pour les femmes de Tunisie, Beity, Le réseau Doustourna,

MST Sida de Tunis.

Libye :
Quzah (Iris) est fondé en janvier 2014 et a une page Facebook.

Liban :
L'association HELEM continue ses activités, notamment avec l'ouverture d'un centre communautaire [55], et *Marsa*, centre de santé sexuelle, est créé en mars 2011 dans la foulée de Helem.
LebMASH, Lebanese Medical Association for Sexual Health, est fondé le 4 septembre 2012.
La page Facebook de *Proud Lebanon* est lancée en 2014.

Irak :
Iraqueer en Irak a été lancé en Suède il y a deux ans.

Emirats Arabes Unis :
UAE LGBT Rights est lancé en mars 2011.

Égypte et Soudan :
Bedayaa, organisation LGBTQI présente dans la vallée du Nil (Égypte et Soudan) est créée en 2010.
Rainbow Sudan, organisation créée en février 2012 pour les LGBTI.
Mesahat for Sexual and Gender Diversity (Égypte Soudan), créée en 2015 en direction des LGBTQI.
Le 15 avril 2014, est lancée en Egypte la campagne « l'homosexualité n'est pas un un crime », relayée par un relais Facebook et Twitter « Solidarity with Egypt LGBT » en arabe et en anglais.

Des groupes clandestins existent au Koweït, à Oman (depuis 2008 autour d'Abdulla Al Busaïdi, qui utilisent les réseaux sociaux), au Yémen, Sanaa, Taez, qui utilisent Facebook avec des pseudonymes et en Arabie Saoudite.

Formes d'action : Ne pouvant organiser des actions publiques, clandestines ou non, ces organisations vont néanmoins développer des activités :
Des événements comme des défilés de mode sont parfois utilisés pour arborer le drapeau arc en ciel comme l'initiative du couturier tunisien Ayoub Moumene.
Certaines associations organisent ou tentent d'organiser des initiatives en ligne comme en Arabie Saoudite (1er janvier 2012).
Le magazine *Mawaleh* (Syrie) organise en 2012 une gay pride en ligne.
Célébration de a journée nationale des LGBT en Algérie en octobre. (Ten Ten) (voir plus haut)
Alouen (Algérie) participe à l'IDAHO pour la première fois en 2012.
Certains groupes se maintiennent dans la clandestinité comme à Taez (Yémen).
L'association *Bedayaa*, travaille quasiment dans la clandestinité et vise à venir en aide, écouter et protéger les LGBT.
L'association *Aswat* au Maroc lance une campagne en mai 2013 « L'amour pour tous », puis en mai 2015 la campagne « L'amour n'est pas un crime », sur Twitter pour la dépénalisation de l'homosexualité au Maroc et l'abrogation des articles 489 et 490 du code pénal. La campagne se fait avec la participation de militants de la société civile marocaine comme l'AMDH.
Le 17 mai 2015, célébration de l'IDAHO dans un hôtel de la capitale tunisienne.
Le 10 décembre 2016 (anniversaire de la DUDH), l'association *Mawjoudin* qui lutte en Tunisie pour l'égalité et les droits des LGBTQI lance sur le net la campagne *« Hetta houni fomma mithliyyin »* (Même ici il y a des homosexuels) avec l'hashtag de la la ville et le nom de l'association. La campagne reçoit un écho de Médenine, Bizerte, Sfax, Kairouan, Slimane, Nabeul, Mannouba, Kerkennah, Tozeur, Zarzis, Sidi Bouzid, Menzel Temime, Ksar Hellal ou Siliana et Le Kef…. La même association participe au débat sur les LGBT à l'occasion de « la nuit des idées » le 26 janvier 2017 à

Tunis.

Régulièrement, des graffitis sont trouvés sur les murs tels :
Au Liban : *« Support Gay Rights »*, *« Stop Homophobia »* à Achrafieh (Liban) en 2014, *« No homophobia, racism, sexism, classism Stand up for our rights »*, Beyrouth 2015, *« Gay is OK »* Beyrouth, *« shou fiyya ?* » (Et alors ?) écrit à côté d'un dessin représentant deux hommes s'embrassant] « *Beyrouth*. *Arab Lesbian Liberation Front* », tag à Beyrouth, *« Queers kanou houna. Thawra »* des queers sont passés ici par là, Révolution »
« L'homophobie n'est pas révolutionnaire » au Caire en 2011.
Le mur érigé en Israël est repeint aux couleurs de l'arc en ciel.
« 489, hetta ila mata ? » (l'article 489 jusqu'à quand ?) ou « *el hobb leissa jarima »* (l'amour n'est pas un crime) au Maroc.
« Stop homophobie 230 » à Tunis, *« El fasl 230, lwoqtach ? »* (L'article 230, jusqu'à quand ?) ou *« Gay and then ? Be proud of who are »* ou *« Insan mitlhy mithlek »* (l'homo est comme toi) à Tunis ou ce tag :*« El hobb mouch jarima, 230 »* (L'amour n'est pas un crime, 230) à la Marsa.
« Queers marrou men houna » des queers sont passés ici par ici, » (Ramallah, Territoires Occupés)
Ces graffitis ne relèvent généralement pas d'initiatives individuelles improvisées, mais de campagnes initiées par des associations.

Les revendications :

Au-delà des **revendications générales** du droit à l'existence, de fierté ou de liberté, vient la revendication de la décriminalisation de l'homosexualité par l'abrogation des articles du Code pénal (Maroc, Tunisie, Liban, Soudan), la suppression du recours au test anal (Liban : test supprimé dans la loi, mais en vigueur dans certains commissariats, et en Tunisie), la libération de femmes trans emprisonnées (Liban), d'homosexuels incarcérées (Tunisie) ou des lesbiennes en prison préventive (Maroc), la légalisation des associations LGBTIQ. Des groupes s'adressent aux LGBTIQ, d'autres cherchent l'appui des gouvernements et saluent leurs initiatives.

Certaines associations demandent à l'État la prévention des MST/IST/VIH. La question du mariage homosexuel n'est pas généralement pas à l'ordre du jour des associations [56] même si leurs représentants sont souvent mis en demeure de manière peu amène de se prononcer sur le sujet.

Certaines associations s'adressent d'abord à la société et aux LGBT (*Al Qaws*, Territoires occupés), d'autres pensent initier le changement par des revendications s'adressant aux pouvoirs en place ou aux institutions internationales. *Shams* et l'Association tunisienne de soutien aux minorités (ASTM) vont participer à l'intergroupe LGBT, un forum informel du Parlement européen [57].

Iraqueer sollicite l'appui des autorités du Royaume-Uni via des parlementaires le 15 juillet 2016 et salue la levée du drapeau arc-en-ciel devant le consulat américain d'Irbil en juin 2016 lors du très officiel *Pride Month*, développera une analyse critique de la très récente et fragile avancée contenue dans les déclarations de Moktadra Sadr de 2016.

Au Liban, HELEM, La Fondation arabe pour les libertés et l'égalité, M-Coalition, le centre de santé sexuelle *Marsa* et la *LebMASH* dénoncent des arrestations dans un hammam gay en août 2014 et exigent leur libération.

Un front LGBTQI (associations LGBTQI et d'associations de la société civile) appelle les autorités tunisiennes à s'engager lors du prochain Examen périodique Universel de la Tunisie devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, prévu en mai 2017 à abroger l'article 230 du code pénal, interdire la pratique du test anal, luttes contre toutes les formes de discrimination envers les LGBTQI et à réprimer tout appel à la haine ou la violence [58].

Les LGBT organisent des manifestations publiques au Maroc, en Tunisie et au Liban.

Maroc :
15 juin 2016, sit-in à Rabat pour rendre hommage aux victimes de la tuerie d'Orlando, avec drapeau arc en ciel et bougies.

Liban :
Mai 2012, des drapeaux arc en ciel sont arborés lors d'une « Laïque Pride » qui exigeait la fin système confessionnel.
en 2012, manifestation organisée par l'association Helem à Beyrouth contre le recours au test anal.
30 avril 2014, une centaine de manifestant.e.s à l'appel d'HELEM devant le ministère de la Justice après l'arrestation et la garde à vue assortie d'humiliations et de violences de six gays et personnes trans dans un club.
Le 12 mai 2016, Helem organise une projection débat du film *Priscilla*, le 14, HELEM et *Maharat* convoquent une conférence de presse. Le 15, un rassemblement à Beyrouth exige l'abrogation de l'article 534 du code pénal et la libération de personnes trans emprisonnées.
Le 11 septembre 2016, *Proud Lebanon* organise une réception à Khan Al Harir, en présence d'autres organisations et de diplomates.

Tunisie :
En janvier 2011, le drapeau arc-en-ciel est arboré dans les manifestations de Tunis et il est en tout cas vraisemblable que la Tunisie ait été le premier des pays insurgé à voir apparaître ce drapeau [59].
Première Gay Pride à Tunis en mars 2015 sur le campus universitaire de Tunis avec des drapeaux arc en ciel ou des slogans écrits : « L'amour n'est pas un crime », « Mon corps, ma sexualité, mon droit ».
17 mai 2015, festival d'art féministe organisé par Chouf à Carthage, repris l'année suivante (*choufouhonna*).
Premier meeting de Shams pour la dépénalisation de l'homosexualité à la Marsa en 2015 [60].
A l'occasion du FSM 2015, rassemblement à Tunis arborant le drapeau arc-en-ciel
Le 14 janvier 2016, des militants LGBT défilent à Tunis avec le drapeau arc-en-ciel à l'occasion du 5e anniversaire de la révolution.
17 mai 2016, événement public organisé par Shams dans l'espace El Teatro de Tunis, avec diffusion du court métrage « boulitik ».
Le 21 janvier 2017, des équipes de Damj se rendent à Beja, Sousse et Gabes pour diffuser un guide de sécurité, juridique, numérique et informatique.
Et les projets poussent comme des champignons, ainsi *Shams* devrait lancer en février une hotline et une revue pour les homosexuel.le.s : *Shams Mag*.
Ainsi de l'action de plaidoyer (*Iraqueer*) aux actions de mobilisation (*Shams*, Helem, etc), existe toute une variété de mode d'actions.

La société civile

On a assisté aussi dans la foulée des révolutions à l'émergence d'associations qui défendent les « libertés individuelles » ou les « minorités » et prennent la défense des LGBTIQ face à la répression sans pour autant reprendre l'ensemble de leurs revendications :

Au **Maroc**, le Mouvement Alternatif pour les Libertés Individuelles (MALI), l'Union féministe libre, l'AMDH (une association existant avant la révolution).

Les LGBT d'**Irak** ont pu compter sur le mouvement féministe pour les défendre, notamment à travers Yanar Mohamed de l'*Organization of Women's Freedom in Iraq* (OWFI).

Au **Liban**, *L'Arab Foundation for Freedom and Equality* (AFEE). La fondation arabe pour les libertés et l'égalité encourage et soutient les militants de la région sur les thèmes du plaidoyer, des réseaux sociaux, de la planification stratégique et du développement, de l'éducation sexuelle et de la santé. En 2012, un centre de ressources est créé en son sein concernant le genre et la sexualité. Hurriyat Khassa (libertés individuelles) mène campagne dès 2003 au niveau du Parlement contre des projets de loi régressifs.

En **Égypte** intervient Almubadara lil hoqouq alchakhsia (L'initiative pour les droits individuels).

En Tunisie :
L'ASTM appelle le gouvernement tunisien à abroger la loi punissant la sodomie, suite à l'arrestation de Munir Baatour, un avocat dirigeant le Parti libéral tunisien, dénoncé par le personnel de l'hôtel Sheraton, où il aurait eu des rapports sexuels avec un autre homme. L'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD) appelle à saisir le Haut commissariat des droits de l'homme de l'ONU. L'association Tunisienne pour la promotion du droit à la différence (ADD) dont la page Facebook est lancée en 2011, appelle le 23 septembre 2015 à l'abrogation de l'article 230 du code pénal et interpelle la commission des droits de l'homme et des libertés du parlement.

L'Association de défense des libertés individuelles (ADLI) s'associe au front LGBTIQ de 2017 (voir plus haut).

La Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LTDH) publie un communiqué en septembre 2015, dénonçant l'inconstitutionnalité de l'article 230 et la pratique du test anal.

Le milieu associatif médical se mobilise également :

L'Association de lutte contre le sida (ALCS) au **Maroc**, demande le 8 juin 2015 que l'homosexualité ne soit plus criminalisée et que le code pénal soit amendé. Idem pour la *Lebanese Psychiatric Society* (*Liban*) qui s'associe à l'*Emirates Psychological Association* (**Émirats Arabes Unis**) qui lancent une vidéo en anglais pour défendre le droit à toute orientation sexuelle le 9 septembre 2013. Le Conseil national de l'ordre des médecins (CNOM) s'oppose en Tunisie à tout examen médico-légal non consenti ou non justifié, en 2015 après la condamnation d'un citoyen sur la foi d'une expertise médicale (test anal).

La reprise en charge par les organisations politiques et syndicales des revendications LGBTQI est si rare qu'elle ne mérite pas qu'on s'y arrête longuement. Si deux partis, Al Massar et Al Qotb, se sont prononcés en **Tunisie** contre l'article 230, dans la majeure partie des cas, il s'agit plus d'un engagement personnel. En **Tunisie** : Ahlem Belhajj (Ligue de la Gauche ouvrière) ou en Irak : Yanar Mohammad (dirigeante du Parti communiste ouvrier d'**Irak**). En revanche, Almontada Alichtiraki (Le forum socialiste, **Liban**) y consacre une attention et un engagement en tant qu'organisation [61].

La dimension internationale est présente, très tôt, *Tunisia's Gay Da*y prend part à la campagne de solidarité avec les gays d'**Irak**.

Cette dimension s'exprimera au moment de la tuerie d'Orlando en 2016.

Les LGBTIQ joignent aux drapeaux nationaux leur bannière arc-en-ciel et participent à des manifestations aux niveau international : *Gay Pride* d'Amsterdam (participation d'un bateau marocain en 2014 et le 6 août 2016), Forum Social Mondial (FSM) au Canada avec la participation de *Without Restriction* (Tunisie). Il faut préciser que la dimension de genre a été introduite dans les FSM en 2016 seulement.

Iraqueer participe au congrès de Stockholm de 2015, au *Malmoe for Diversity Festival* le 28 mai

2016 (Suède), à la *Copenhagen Winter Pride* le 16 août 2016 (Danemark), à *Queer Asia* 2016 à SOAS de Londres en 2016 (Royaume Uni), à une action conjointe avec *Out Right* et *London Young Professionnal Engagement Committee* à Londres le 3 novembre 2016.

UAE LGBT Rights s'associe à la célébration de l'IDAHO le 10 juillet 2011 (*Pride Day*), appelle à signer une pétition pour les homosexuels persécutés en Iran, appelle au *Spirit Day*, le 16 octobre 2014 et au *Bisexual Visibility Day* le 23 septembre 2014.

En 2007, *Abu Nawas* (Algérie) participe à la conférence panafricaine de l'ILGA (*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association*) à Johannesburg en Afrique du Sud.

Quzah (Libye) participe à la *Gay Pride* 2016 en Italie, arborant drapeau libyen et drapeau arc en ciel.

Lors de l'accession à la présidence de Donald Trump, George Azzi, cofondateur de Helem, et directeur de la Fondation arabe pour les libertés et l'égalité envoie un message lors de la campagne #DearMrTrump : « Aucun pays n'est grand sans les droits de l'homme et s'il n'offre à tout un chacun d'être ce qu'il est sans crainte » [62]

Au plan régional :

Des initiatives se font jour au niveau régional comme « Ensemble, notre voix est plus forte », organisée à l'occasion du 15 mai 2016, organisée par des associations d'Algérie (trans et homosexuelles), d'Égypte ou du Soudan (*Mesahat*, *Bedayaa*) [63].

Ces trois mêmes associations lancent à l'occasion du 8 mars 2016 une campagne « la voix des femmes queer du Nord de l'Afrique ».

Khomsa est le premier réseau LGBT maghrébin ; il a été lancé en 2011.

Queers of Levant (en anglais) lancé par deux femmes de 22 ans en janvier 2015 veut couvrir le Liban, la Syrie, la Palestine et la Jordanie.

En novembre 2016, vingt-deux structures LGBTQI du Maghreb et du Moyen Orient, (toutes citées dans cet article), publient une déclaration commune, suite à l'arrestation et à l'incarcération de deux marocaines mineures (16 et 17 ans), en raison d'un baiser échangé sur la voie publique à Marrakech.

Quatre associations du Maroc, Algérie, Tunisie et Libye publient un communiqué commun pour la décriminalisation de l'homosexualité [64].

MantiQitna (« Notre région », avec le Q majuscule pour Queer) est une association qui organise un stage annuel dans la discrétion depuis 2010, à destination des militant.e.s LGBTIQ de la région arabe (*MantiQitna Qamb*).

La dimension arabe se traduit par l'émergence de Blogs, sites et pages « arabes » : *LGV Arab Blog Community* (en anglais), *LGBTQ ARABS* (en anglais), *Tawseet Al Sharq*, *Redemption*, *United Queers of Arabia*, *WLM Beauty* qui a la particularité de souhaiter la bienvenue aux juif.ve.s, *Roses Non Guns*, etc.

Pas en notre nom !

C'est ainsi que l'on pourrait résumer la protestation des mouvements LGBTQI face à

l'instrumentalisation de leur cause à des fins pour lesquelles ils et elles n'ont été ni consulté.e.s, ni associé.e.s, voire auxquelles ils et elles peuvent être franchement hostiles.

A titre d'exemple :

Si la dimension « anti impérialiste » n'est évidemment pas le moteur de ces luttes comme elle n'était pas le moteur des processus révolutionnaires arabes, elle reste un point essentiel de la réflexion et de quelques actions :

Le boycott de la *Pride* de Tel Aviv, justifié par divers argumentaires, notamment le fait qu'aucun Palestinien n'est autorisé à demander l'asile en Israël, sauf s'il ou elle est homosexuel.le [65]et que dans le même temps, les autorités israéliennes se livrent à du chantage vis à vis de gays palestiniens, menaçant de les *outer* pour les contraindre à collaborer [66]. La dénonciation du *pinkwashing* israélien est récurrente au sein d'associations palestiniennes ou libanaises [67].

L'idée fait son chemin que ce n'est pas l'homosexualité qui aurait été « importée de l'Occident », comme l'assènent les homophobes (pouvoirs et sociétés), mais qu'en revanche, l'homophobie aurait été importée ; au-delà de la discussion il y a des faits, soit certains codes pénaux mis en place au moment de la colonisation et que les indépendances n'ont pas remis en cause.

L'adresse à Cameron « Pas en notre nom », qui refuse que soit instrumentalisé l'assassinat d'homosexuels à Mossul pour justifier une intervention militaire, etc.

L'association HELEM a participé aux actions contre la guerre d'Irak, au front Samidoun au moment de l'agression israélienne au Liban en 2006, etc.

Selon Saleem Haddad (qui vit en Angleterre) : *« (…) Et enfin, la tendance croissante à lier la sexualité dans le monde arabe ou musulman avec la rhétorique de l'islamophobie et la « guerre contre le terrorisme » qui exploite les individus LGBT et autres minorités sexuelles et de genre pour ces récits politiques et militaires plus larges. En fin de compte, je pense que la solution est d'écouter la diversité des histoires venant de la région plutôt que de chercher un seul récit, de développer une solidarité qui reconnaisse aussi une partie de l'histoire coloniale chargée et présente entre l'Occident et le monde arabe, et à comprendre les droits sexuels et de genre dans le cadre d'une lutte plus large pour la liberté, la justice et l'égalité pour tous les citoyens de la région »* [68]

LES LGBT et les autres minorités opprimées

Les LGBT mêlent leurs luttes à celles d'autres minorités. Le drapeau arc-en-ciel peut être ainsi arboré en même temps que le drapeau amazigh. Les LGBTIQ des territoires occupés ont appelé au boycott de la *Pride* de Tel Aviv en 2016. La rencontre des militants LGBT de la diaspora arabe avait inscrit parmi ses objectifs : Engager la diaspora [LGBT, NDLR] dans la lutte des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Les gays du Khouzestan développent des luttes spécifiques indépendantes des gays d'Iran, en tant que minorité nationale, incriminée par le pouvoir central tour à tour d'« alcoolisme », de « débauche », d'« homosexualité » de « viol », parce qu'arabes, etc.

Helem est ouverte aux réfugiés palestiniens, puis aux irakiens ou autres qui fuient les persécutions sur la base de leur orientation sexuelle.

Le festival organisé en Tunisie en mai 2015 et mai 2016 par *Chouftouhounna* est une initiative qui se

présente ainsi, *« Chouftouhonna, le Festival International d'Art Féministe de Tunis, a pour origine un petit collectif de femmes qui se sont questionnées sur les conditions d'accès à l'art et à la culture pour elles et leurs sœurs dans le contexte actuel du pays. […]*

En effet que ce soit dans le chemin vers la production ou bien celui vers la consommation d'œuvres quelles qu'elles soient, celui-ci est semé d'obstacle. Ces obstacles adoptent différents visages, selon les cas, racisme, religion, patriarcat, élitisme, tradition, éducation, classisme,…. Et de ceux-ci découlent discriminations et violences auxquelles nous devons faire face chaque jour.

Ces visages, nous avons décidé de les affronter. Le meilleur moyen de lutter contre la peur est le savoir. […]

Chouftouhonna une initiative artistique bien sûr ! Mais aussi et avant tout, activiste » [69]

La réaction des pouvoirs en place et des sociétés

Dans les autres pays, les réactions des pouvoirs en place peuvent être contradictoires, ainsi :

– déclarer dans la même phrase comme l'a fait Moqtada Al Sadr (dirigeant du mouvement des Déshérités en Irak) en août 2016 qu'il faut que les exactions à l'encontre des LGBT cessent tout en réaffirmant que l'homosexualité est une « maladie psychologique ».

– L'ambassadeur des Émirats Arabes Unis Youssef Al Otaïba, se fend d'une condamnation de la tuerie haineuse d'Orlando », sans toutefois préciser qu'il s'agit d'une tuerie homophobe, tandis que les ambassadeurs des pays arabes se taisent.

– Deux pays ont légalisé les opérations chirurgicales de réassignation de sexe : les Émirats Arabes Unis en 2016 et l'Égypte en 2013, et la minorité arabe d'Iran y a accès dans la mesure où il s'agit d'une mesure beaucoup plus ancienne. Cette légalisation vise a supprimer l'homosexualité.

Au Liban, des évolutions sont régulièrement enregistrées au niveau juridique. L'article 534 du code pénal punit les relations sexuelles contraires « à l'ordre de la nature », une formulation sujette à diverses interprétations, qui a permis en 2009 de faire acquitter deux homos à Batroun, le juge ayant estimé que *« l'homosexualité […] fait partie de la nature »*. Et en janvier 2017, le juge unique du tribunal du Metn n'a pu poursuivre un couple pour la même raison et en s'appuyant sur un article protégeant la liberté d'expression [70]. Des évolutions d'ordre juridique concernant les trans également puisque le 29 janvier 2014 le juge Naji Dahdah acquitte une trans en se fondant sur l'*« égalité de tous les libanais »* prévue par la Constitution et sur la résolution (non contraignante pour le Liban) du 17 juin 2011 du Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies qui prévoit *« la lutte contre les atteintes aux personnes sur la base de leurs orientation sexuelles »*. Hanet Hanna, juge de la Cour d'Appel de Beyrouth, confirme le droit d'une femme trans à faire modifier son identité, lui ouvrant l'accès aux traitements et à une vie privée, une décision importante dans la mesure où il s'agit d'une Cour d'Appel.

Une telle évolution, qui repose néanmoins sur des décisions individuelles de juges, peut amener un débat sur la stratégie à suivre dans un pays où l'abrogation de l'article 534 était un axe de lutte essentiel.

Plus généralement, c'est la répression seule qui domine. En plus de la répression qui vise tous les LGBTIQ (criminalisation pénale, répression sociale et tortures spécifiques [71]), les militants ou ceux et celles qui les soutiennent, voire se contentent de leur donner la parole, sont à leur tour réprimés.

Le groupe libanais de rock alternatif, *Machrou Leïla*, a été considéré comme porteur de valeurs « contraires à celles du pays » et interdit de se produire à Amman.

Généralement, les formes d'expression militantes attaquées : *Gay Day magazine* n'existe plus depuis décembre 2015 et depuis que le ministre tunisien des droits de l'homme l'a mis au pilori, son fondateur vit dans la semi clandestinité. La pièce de théâtre Mrajel voit sa représentation annulée au dernier moment au théâtre municipal de Tunis, sans explication, en novembre 2015.

En Tunisie, les autorités répriment l'homosexualité, mais légalisent une association. (Le 4 janvier 2016, un tribunal de Tunis suspend pour trente jours l'activité de *Shams*). Puis Mohammed Salah Aïssa, le ministre de la Justice tunisien, déclare sur Shems FM en septembre 2015 : *« Le problème, c'est l'article 230 […] Après l'adoption de la nouvelle constitution, il n'est plus admis de violer les libertés individuelles, la vie privée et le choix personnels, même sexuels »* [72]. Un mois plus tard, il est démis de ses fonctions, le porte parole du gouvernement lui reprochant une accumulation de déclarations qui manquent de sérieux. (Une prise de position qui rappelle les déclarations de Lahcen Haddad, ministre marocain du Tourisme en 2015 en faveur de la dépénalisation de l'homosexualité, suivies de son rétropédalage). Les militants de *Shams* sont menacés et agressés :

« Le 29 août 2016 vers 10 heures, un homme inconnu s'est adressé au défenseur des droits de l'homme près de l'hôtel Majestic au centre de Tunis. Il lui a dit qu'il reconnaissait son visage et l'a frappé à la tête et aux côtes et à l'estomac il l'a battu alors qu'il était à terre. L'attaquant a répété des phrases homophobes et des insultes tout en battant le défenseur des droits humains. Selon Belhedi, un policier qui se trouvait à proximité n'est pas intervenu pour le protéger ou pour arrêter l'agresseur. L'agression a causé des ecchymoses sur le cou du défenseur des droits humains.

Ce n'est pas la première fois que Bouhdid Belhedi a été agressé et menacé. Le 27 avril 2016, un groupe de trois hommes a brutalement agressé Bouhdid Belhedi dans sa ville natale de Hammamet. En juin 2015, à la suite d'une interview accordée à la chaîne de télévision Nessma TV au sujet de Shams, il a reçu des menaces de mort et a subi de la part de personnalités religieuses des propos diffamatoires sur les médias sociaux » [73].

– Les autorités yéménites bloquent l'accès à des sites LGBT.

– A Oman, Omantel bloque le blog Comunity Queer.

D'autres sont purement et simplement assassinés comme en Libye, après passage devant des cours : le 30 avril 2014, Ali Shalwi, Saad Fakhakhiri et Nassib Jazawi sont exécutés à l'issue d'un procès devant un tribunal de l'EI en Libye.

– Et quand les autorités ne répriment pas directement les militants, elles s'en prennent à ceux et celles qui pourraient leur servir de relais, ne serait-ce qu'à titre ponctuel et dans un but strictement professionnel, comme en témoigne l'attitude des autorités du Sultanat d'Oman : les autorités omanaises engagent des poursuites contre Samir Al Zakwani, rédacteur en chef de *The Week*, hebdomadaire anglophone local, le 5 septembre 2013, suite à la publication d'un article « The Outsiders » sur l'homosexualité à Oman. L'auteur de l'article, anonyme, est aussi concerné par la procédure. Cette publication sera dénoncée aussi par l'Association des journalistes omanais qui a demandé au ministère de l'Information de sanctionner l'hebdomadaire. Après avoir retiré l'article controversé du site Internet de l'hebdomadaire en 2013, l'éditeur du site a publié ses excuses au peuple omanais.

En 2015, Radio Monte Carlo Doualiya (MCD) s'arrête à Oman après des plaintes suite à l'interview d'un militant gay omanais, qui intervenait anonymement. MCD fait partie du service radio

international français de Radio France Internationale et avait lancé en janvier de la même année lancé une version omanaise.

Un mandat d'arrêt a été émis en février 2017 contre Abbad Yahya, un jeune romancier de Cisjordanie. Son dernier polar, *Jarima fi Ramallah* (Un crime à Ramallah), a été saisi par les autorités en Cisjordanie et à Gaza. Si l'auteur était de passage au Qatar, l'éditeur, lui, Fuad Alaklik, a été interpellé et relâché.

Jarima fi Ramallah met en scène trois jeunes de la génération post-Seconde intifadha face à un assassinat commis dans le café où ils travaillent. Les soupçons vont se porter sur l'un d'eux, homosexuel, qui bien qu'innocent, est poursuivi et acculé à l'exil. Le procureur général de Palestine, Ahmed Barak, estime que le livre comporte des textes et termes dont la connotation sexuelle menacent la « moralité et la pudeur publiques, et qui pourraient affecter la population, en particulier les mineurs. »

Selon Murad Sudani, le président de l'Association des écrivains palestiniens : « C'est un roman stupide qui viole les valeurs nationales et religieuses de notre société pour flatter l'Occident et gagner des prix. Ma liberté d'écrivain s'arrête aux limites de la liberté du pays ». L'auteur a reçu le soutien des responsables de la Culture de l'Autorité palestinienne et de l'OLP [74].

Ehna (Nous), destiné à la communauté LGBT d'Égypte poste le 27 mai 2012 sur sa page Facebook : « Nous sommes contraints de fermer le magazine en ligne pour des raisons de sécurité. Nous vous présentons nos excuses et vous remercions pour votre patience » [75].

Les militant.e.s sont condamné.e.s à la clandestinité ou à l'hostilité sociale ; se développe un autre mouvement, de fuite cette fois-ci, face aux exactions, persécutions, menaces, perpétrées tant par les pouvoirs en place que par des sociétés. Cet exil, principalement à destination de l'Europe, est encouragé par le fait que les pays européens reconnaissent désormais l'orientation sexuelle comme un motif de demande de protection. La Cour Européenne de justice a reconnu le 7 novembre 2013 que les demandeurs de protection homosexuels, originaires de pays pénalisant l'homosexualité, peuvent constituer un groupe social spécifique et se voir octroyer le statut de réfugié dans le cas d'une législation pénale prévoyant une peine d'emprisonnement pour homosexualité. Cette décision, quoi que limitée, marque les prémices de la prise en compte des spécificités liées à l'orientation sexuelle dans le cadre de la protection internationale.

Ainsi, Hédi Sahli, vice président de Shams, en décembre 2015 [76], Alaa Jarban du Yémen, part au Canada, Zak Ostmane, fondateur de *Trans Homo DZ*, quitte l'Algérie pour la France. D'autres tentent de se suicider : Ahmed Ben Amor, vice président de *Shams*, les 9 et 16 juillet 2016 en Tunisie. « Il y a plusieurs causes, parmi lesquels les lynchages, les harcèlements mais aussi les pressions exercées sur lui. Par exemple, il se fait suivre dans la rue, il reçoit des menaces de mort et une voiture a déjà failli le renverser. Depuis qu'il est passé à la télé, il est reconnaissable et donc une cible. » [77].

Un nombre conséquent d'activistes LGBTIQ trouve une solution en exil [78].

Les contre révolutions vont dévaster les petits espaces militants contraints à espacer, voire suspendre leurs activités particulièrement en Libye, Irak, Bahrain, Syrie ou au Yémen, (à Taez et Aden au Yémen par exemple, où les LGBTIQ encourent la peine de mort en vigueur au Yémen à laquelle il faut ajouter la contre révolution menée par AQAP et les Houthis, soit les assassinats).

La contre révolution peut revêtir une dimension homophobe affichée : à Bahreïn, immédiatement après les premières manifestations de février 2011, soit le 5 février 2011, la police a fait une

descente dans une fête décrite par des informateurs comme une « gay party » et arrêté 127 hommes dont 100 auraient été expulsés, les « migrants » étant selon la propagande officielle « efféminés » ou « gays ».. Et par extension, le terme « gay » est attribué aux « chiites » et aux opposants. En Irak, les jeunes [au look] « émo » sont qualifiés de « gens de Sodome » et exécutés.

En Tunisie, Bouhdid Belhedi (*Shams*) relève à propos d'un ancien propagandiste du régime de Ben Ali, revenu en grâce : « en réponse à la position de l'Organisation Mondiale de la Santé [qui a retiré l'homosexualité de la liste des maladies mentales depuis 1990, NDLR] il a assimilé l'OMS à l'Amérique, l'Amérique au sionisme et le sionisme à un complot pour détourner l'attention du terrorisme » [79].

La répression à l'origine d'un nouveau militantisme

Les tentatives de suicide sont parfois vécues comme un acte militant. Mis en demeure de renier leur sexualité, les militants refusent ce déni et se suicident pour revendiquer leur orientation sexuelle. Ce geste est alors un *coming out* renouvelé. Rania, une trans syrienne survivant à Beyrouth l'exprime ouvertement.

La répression est à l'origine de nouvelles initiatives militantes, telles la publication par le collectif *Aswat* au Maroc d'une vidéo pour sensibiliser les homosexuel.le.s sur leurs droits en cas d'arrestation à l'occasion du 10 décembre 2016, une vidéo en langue française toutefois.

Février 2017, un slogan : *Ouhibbou al mithliyyin wa lastou minhoum*, (soit : je ne suis pas gay mais je les soutiens) fait le buzz sur Twitter en Arabie Saoudite.

Cet article n'a pas mentionné les initiatives nées en exil. Certaines sont pourtant le produit de la révolution et de la contre révolution. *Iraqueer*, notamment, a été créé en Suède par un exilé irakien, Amir Ashour, originaire de Sulaymanieh, dans le Kurdistan (qui aurait été arrêté et maltraité en raison de son orientation sexuelle, selon *The Independant* [80]),qui a quitté son pays en 2014 et s'adresse aux LGBTIQ d'Irak et du Kurdistan irakien.

C'est le cas également d'Hajer Moutawakil, qui aurait quitté le Maroc pour se réfugier en Turquie [81] après son *coming-out*, mais continue de militer. En exil également, on assiste à l'émergence d'un nombre incalculable de page Facebook en défense des LGBTIQ arabes, comme *IRAQI LGBT* (Arizona), qui s'exprime…. en anglais [82].

Lors de la *Stockholm Pride*, un groupe a défilé avec une pancarte « Proud Assyrians for Human Rights », un drapeau arc en ciel et un drapeau assyrien.

Alaa Jarban, militant yéménite réfugié au Canada, continue de se mobiliser, notamment à travers sa participation à *Equitas Gala for Human Rights* à Montréal le 11 février 2016.

Les activistes de *Shams* s'exilent : Hedi Sahly continue son combat depuis la France, suivi par Jalel Tlili et Ahmed Ben Amor.

Yak Ostmane (Trans Homo DZ) participe à l'AG constituante de la section de *Shams* France le 14 juin 2016.

Abdullah Al Busaïdi (Oman) milite pour les LGBTIQ depuis son exil forcé en Allemagne [83].

Randa Lamri quitte l'Algérie pour le Liban, puis demande l'asile en Suède où elle milite au sein de Swedish Federation for LGBTQ Rights.

Yahia Zaïdi, arrêté en Algérie à17 ans, chargé de projets de prévention contre le VIH-SIDA pour les gays d'Oran et d'Alger (au sein de l'association pour l'information sur les drogues et le sida) s'exile en Belgique en 2011. De là, il contribue à l'organisation du stage annuel de *MantiQitna*.

Mahmoud Hassino (Syrie), fondateur de *Mawaleh* et organisateur de *Mr Gay Syria* à Istanbul en 2015, a été arrêté et a quitté la Syrie pour la Turquie puis a demandé l'asile en Allemagne en 2014. Il travaille au Centre de Berlin pour les réfugiés LGBTIQ (*Schulenberatung Berlin*).

Ainsi, l'émergence de la mobilisation LGBTQI coïncide avec la montée des luttes sociales et démocratiques qui ont débouché sur les processus révolutionnaires arabes. Ces derniers ont ouvert aux structures LGBTIQ de nouvelles perspectives, qui se sont traduites par l'émergence de personnalités (les auteur.e.s de *coming out*), un foisonnement de structures, de sites, pages Facebook, écrits et l'explosion de mobilisations de rue inédites. Les LGBTQI organisés le font sur leurs propres bases, reflétant la fragmentation de leurs identités, la faiblesse du soutien de la société civile et l'absence des partis politiques.

Les militants LGBTIQ se coordonnent au niveau régional et international et autre particularité notoire, à la différence d'autres groupes ayant émergé pendant le processus révolutionnaire (écologistes, femmes) ils ont dû faire face à l'hostilité des révolutionnaires eux-mêmes. La question a ouvert une brèche au sein des révolutionnaires et les militant.e.s sont souvent acculé.e.s à l'exil, d'où ils développent une nouvelle activité, tournée vers les LGBTQI restés au pays.

Luiza Toscane
8 mars 2017

Cet article doit beaucoup à la relecture et aux remarques de Lotfi Chawqui et Loe Moindreau. Qu'il.elle. en soit ici remercié.e.

Notes

[1] https://www.facebook.com/Freedom-Sudan-the-sudanese-LGBT-association-111198078982850/?ref=page_internal

[2] http://www.aswatgroup.org/

[3] https://fr-fr.facebook.com/Bekhsoos/

[4] A l'exception de la Tunisie où le drapeau arc en ciel aurait été arboré dès janvier 2011 à Tunis, si l'on s'en tient au témoignage rapporté ici : « Être gay en Tunisie, t'es pédé ou quoi ?! » Café Babel, 25 mars 2014.

[5] http://www.globalgayz.com/on-bahrain-freedom-revolution-and-lgbt-rights/, propos recueillis en avril 2011, traduction de l'auteure

[6] https://loyalbahraini.wordpress.com/

[7] Libyan activist responds to UN envoy's claims that gays are a threat to humanity, repris de LIBYAN ARAB JAMAHIRIYYA, 16/02/2012) http://www.europe-

solidaire.org/spip.php?article24409, (Traduction de l'auteure)

[8] « Je suis une femme avec une barbe et une moustache », 9 juin 2016. C'est repris du *Huffington Post* Etats Unis : http://www.huffpostmaghreb.com/mala-badi/transexuel-maroc_b_10375478.html

[9] https://www.youtube.com/watch?v=9xWIusqBV70 (traduit de l'arabe. La présente traduction n'est pas celle qui figure sur la vidéo, mais a été réalisée par l'auteure de l'article)

[10] http://confessions-room.blogspot.fr/search?updated-min=2011-01-01T00:00:00%2B02:00&updated-max=2012-01-01T00:00:00%2B02:00&max-results=16 (traduction de l'auteure)

[11] http://information.tv5monde.com/terriennes/le-monde-part-et-dangereux-des-homosexuel-le-s-au-yemen-3264

[12] http://www.iraqueer.org/the-role-of-the-lgbtiq-community-in-the-ongoing-demonstrations-in-iraq.html. Article non signé, traduction de l'auteure.

[13] http://yagg.com/2011/11/20/%C2%ABlexo-fanzine%C2%BB-un-mini-mag-pour-les-lesbiennes-algeriennes/

[14] http://observers.france24.com/fr/20151001-photos-baisers-homosexuels-briser-tabous-tunisie

[15] http://globaljournalist.org/2016/09/egypt-gay-rights-activist-optimistic-despite-challenges/ (traduction de l'auteure)

[16] Juillet 2012 www.aides.org/download.php?filepath=/sites/default/files/doc/120705...FR..

[17] Les coming-out à l'extérieur du pays d'origine ne sont pas pris en compte ici. En revanche il peut s'agir de personnes qui ont fait leur coming-out et ont dû fuir par la suite.

[18] Il s'agit d'un Arabe américain, qui se définit comme queer, mais qui se produit avec son groupe composé de Libanais de Beyrouth dans les pays arabes.], Faraj Ali Shalwi (Libye), Hajer Mutawakil (2015) ou Mala Badi au Maroc. Khalid Abdelhadi et Khalid Youssef (Jordanie), Alaa Jarban, le 29 mai 2013 (Yémen), Ahmed Ben Amor [[http://www.huffpostmaghreb.com/2015/12/17/tunisie-ahmed-homosexuel_n_8645478.html

[19] http://360.ch/blog/magazine/2015/02/cest-haram-de-changer-le-sexe-quallah-lui-a-donne/

[20] https://www.youtube.com/watch?v=dDc-810VOsA

[21] https://www.youtube.com/watch?v=y-l6xPATdc0

[22] http://sawthor.arablog.org/

[23] http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.gayalgerie.net%2F

[24] https://tribune.com.pk/story/1342675/two-pakistani-transgenders-tortured-death-33-others-arrested-saudi-arabia/

[25] http://confessions-room.blogspot.fr/

[26] https://www.ahwaa.org/

[27] Son interview par un média hollandais : youtube.com/watch ?v=FYOA6mjqeKo

[28] https://loyalbahraini.wordpress.com/

[29] https://fr-fr.facebook.com/TheQMovement/

[30] https://www.facebook.com/pg/Gay-in-Iraq-189374281158768-□□□□□□-□□-□□□□□□□□/about/?ref=page_internal

[31] https://ar-ar.facebook.com/gays.ye/

[32] https://fr-fr.facebook.com/ahwaz.gay

[33] http://www.barramag.com/

[34] https://www.facebook.com/Blebnani/

[35] https://fr-fr.facebook.com/libyanlesbia/

[36] https://www.facebook.com/LGBTRightsUAE

[37] https://www.facebook.com/Rainbow-Sudan-Gay-Magazine-240613595980335/

[38] https://fr-fr.facebook.com/bedayaa1/

[39] https://fr-fr.facebook.com/mesahat1/

[40] https://syriangayguy.wordpress.com/

[41] https://www.facebook.com/CHOUF-1513828662208035

[42] https://mykalimag.com/

[43] https://www.facebook.com/aswatmag/?ref=page_internal

[44] https://www.facebook.com/gayday.mag/

[45] https://fr-fr.facebook.com/Kelmty/

[46] https://www.facebook.com/mawale7/

[47] https://www.facebook.com/El-Shad-372988812871024/

[48] https://www.facebook.com/LeXo-Fanzine-Le-Mini-Magazine-Lesbien-Alg%C3%A9rien-113404655411778/

[49] https://www.facebook.com/pg/AAlouen/about/?ref=page_internal

[50] https://rainbowsudan.wordpress.com/

[51] https://www.facebook.com/EHNA.LGBTIQ

[52] https://fr-fr.facebook.com/Bekhsoos

[53] http://www.huffpostmaghreb.com/2015/12/12/tunisie-hedi-sahly-shams_n_8781174.html

[54] http://www.universitytimes.ie/2017/01/helem-a-home-away-from-home-for-lgbt-lebanon/

[55] http://www.universitytimes.ie/2017/01/helem-a-home-away-from-home-for-lgbt-lebanon/

[56] Se reporter à l'invention d'Ahmed Ben Amor (Shams, Tunisie)
https://www.youtube.com/watch?v=M30Mo-HNSAA
ou de Bertho Makso, président de Proud Lebanon :
https://www.facebook.com/ProudLebanon/videos/vb.764382436927909/1443849038981242/?type=2&theater

[57] http://www.huffpostmaghreb.com/2016/02/19/tunisie-homosexualite-parlement-europeen_n_9272664.html

[58] https://76crimesfr.com/2017/02/22/nouvelle-coalition-tunisienne-lutte-pour-les-droits-lgbtqi/

[59] El Mithliyyin fi alalam alarabi, nidhal alasafir fi qafass alafa'i :
http://sawthor.arablog.org/2014/07/25/

[60] https://www.facebook.com/lgbtrightstunisia/videos/vb.309323135918006/419518118231840/?type=2&theater

[61] http://al-manshour.org/taxonomy/term/20?page=1

[62] Traduction de l'auteure

[63] https://www.facebook.com/hashtag/together_our_voice_is_louder?source=feed_text&story_id=222206328163124

[64] https://www.docdroid.net/cCBY9ra/queer-women-from-north-africa.pdf.html

[65] http://www.aswatgroup.org/en/article/isra%C3%ABl-un-paradis-gay-interview-avec-une-association-de-lesbiennes-palestiniennes

[66] http://mondoweiss.net/2014/09/blackmails-palestinian-informants/

[67] https://pqbds.wordpress.com/2010/06/16/arab-queers-say-no-to-pinkwashing-at-the-ussf/

[68] http://www.siegessaeule.de/no_cache/newscomments/article/2827-between-two-worlds-saleem-haddad-on-being-queer-in-the-middle-east.html?PHPSESSID=17cf6ca1307c76d6f422c2d658eed55b (traduction de l'auteure)

[69] http://chouf-minorities.org/chouftouhonna-2nd-edition-may-13th-14th-15th-2016/

[70] https://www.lorientlejour.com/article/1032187/le-juge-unique-du-metn-refuse-de-criminaliser-lorientation-sexuelle.html

[71] Ce n'est pas le sujet de l'article, mais il suffit de citer : les employeurs au Liban qui recourent aux licenciements déguisés en départs volontaires. Les LGBT qui subissent « le supplice de la colle » en Irak, à base d'une colle (fabriquée en Iran) si puissante qu'elle obture l'anus et conduit à la mort de la personne

[72] « http://yagg.com/2015/09/30/tunisie-le-ministre-de-la-justice-soutient-la-depenalisation-de-lhomosexualite/

[73] https://76crimes.com/2016/08/31/homophobic-attack-on-lgbti-rights-defender-in-tunisia/ (traduction de l'auteure)

[74] Se reporter à l'entrevue avec l'auteur :
http://www.masrawy.com/News/News_Various/details/2017/2/13/10278

[75] Traduction de l'auteure

[76] Se reporter au témoignage d'Ahmed Ben Amor :
https://www.youtube.com/watch?v=M30Mo-HNSAA

[77] http://yagg.com/2016/07/11/tunisie-le-vice-president-de-shams-ahmed-ben-amor-a-fait-une-tentative-de-suicide/

[78] Se reporter à l'entrevue de Maguy Margabi, transgenre vivant en Allemagne :
https://www.youtube.com/watch?v=RCO4BGDx_HU&feature=youtu.be, ou
https://www.youtube.com/watch?v=6wk2OIM0oro
ou à celui de Khalid Youssef, Jordanien exilé au Canada après son coming out :
https://www.youtube.com/watch?v=3tEpE94iPiY

[79] http://rue89.nouvelobs.com/blog/tunisie-libre/2015/10/08/homosexualite-en-tunisie-du-tabou-au-debat235028
http://www.bbc.co.uk/programmes/p04t3z5f, à 14'57.

[80] « Iraq's only openly g .ay activist on how he's fighting to make his country safer », 16 août 2016

[81] Barlamane.com, 12 décembre 2015.

[82] « Rapport sur la situation des personnes LGBTQI en Tunisie », 23 février 2007.http://kapitalis.com/tunisie/2017/02/23/situation-des-personnes-lgbtqi-en-tunisie/

[83] « We have a Voice, we will use it » (vidéo en anglais) :
https://www.youtube.com/watch?v=91xvrVE2cvU